

Mémoire à l'intention du Comité permanent de la condition féminine
Victoria Cool Aid Society
101-749, avenue Pandora, Victoria, C.-B.

Le 9 novembre 2018

Mieux soutenir les maisons de transition et les refuges pour les femmes et leurs enfants victimes de la violence faite aux femmes.

Résumé

Le présent mémoire vise à décrire certains points de tension importants dans le secteur des services visant à lutter contre la violence faite aux femmes et à formuler des recommandations pour y remédier.

Introduction

La Victoria Cool Aid Society crée des occasions pour les personnes sans abri ou vivant dans la pauvreté. Nous changeons leur vie en leur offrant de l'hébergement, des soins de santé, du soutien et des refuges d'urgence. Fondée en 1968, Cool Aid aide plus de 12 000 personnes chaque année dans le district de la capitale régionale de Victoria en Colombie-Britannique. Selon notre vision, nul n'est obligé de dormir dans la rue ou de souffrir de la faim; toute personne qui a besoin d'hébergement en milieu de soutien peut y avoir accès; des services de santé intégrés visant à traiter des maladies et à favoriser le bien-être sont offerts; des services intégrés sont offerts aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie.

Nous avons pris le temps d'écouter les enregistrements audio des réunions du Comité permanent et de lire les mémoires publiés sur son site Web. Il convient de souligner que certaines problématiques sont les mêmes partout au Canada et qu'une stratégie nationale permettrait de réduire les inégalités en ce qui concerne l'accès aux services. Six des sujets les plus courants seront abordés dans ce mémoire, notamment les obstacles à surmonter et des recommandations.

1. Mandat trop restreint

Dans certaines présentations, on indique qu'il est complexe de s'attaquer à la violence fondée, ce qui exige une approche multisectorielle à long terme. Les effets de la violence ne cessent pas après la fuite. Nous reconnaissons qu'il existe une expertise précieuse dans le domaine, mais que l'élargissement du mandat des services à la femme offerts à long terme contribuerait à rompre plus efficacement le cycle de la violence.

Il est essentiel que les femmes et leurs enfants aient accès à un hébergement sécuritaire après leur séjour en refuge ainsi qu'à des programmes de soutien; BC Housing finance en effet les maisons de transition et les refuges d'urgence pour les femmes. Bien que les problèmes auxquels les femmes sont confrontées soient presque toujours les mêmes, les ententes de service n'encouragent pas les partenariats et la collaboration.

Atira Womens Services a réussi à regrouper les mesures d'aides destinées aux mères qui consomment de l'alcool ou d'autres drogues pour composer avec leur situation. Nous avons besoin de nouveaux modèles comme celui-ci pour rompre le cycle intergénérationnel. Il faut faire en sorte que les mères restent avec leurs enfants et que la famille soit soutenue.

On doit financer des organismes en mesure d'élaborer et de mettre en œuvre ce modèle.

2. Difficultés d'accès pour les femmes souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie

De loin, l'obstacle le plus souvent mentionné est l'incapacité ou le refus des maisons de transition d'élargir leur mandat afin d'offrir leurs services aux femmes ayant des problèmes de santé mentale et de toxicomanie, mais qui fuient également la violence. Il existe très peu de solutions d'hébergement sûres pour les femmes qui consomment de l'alcool et d'autres drogues afin de composer avec les effets de la violence.

Bien qu'il soit judicieux de financer des refuges spécialisés, comme on l'a recommandé, il serait plus rentable et moins stigmatisant d'accroître la capacité des maisons de transition et des refuges existants au moyen de formations, de travaux d'agrandissement et de mesures visant à modifier les politiques. On a fait valoir que les femmes toxicomanes nuisent à la sécurité du milieu pour les femmes sobres et leurs enfants, mais des études montrent que les femmes qui ne doivent pas dissimuler leur

toxicomanie pour avoir accès aux services auront tendance à faire preuve de retenue et à ajuster leur consommation¹.

Dans un mémoire, on indique que 50 % des femmes qui fréquentent une maison de transition ou tentent de le faire souffrent de toxicomanie.

Nous souhaitons rappeler respectueusement aux bailleurs de fonds qu'ils doivent soutenir les fournisseurs de services et leur rappeler que les lois relatives aux droits de la personne leur interdisent de refuser de l'aide à une femme seulement au motif d'un problème de santé mentale ou de toxicomanie.

On doit financer les refuges afin de leur permettre d'embaucher des conseillers en matière de troubles concomitants qui auront le mandat de modifier les politiques et d'aider le personnel de première ligne.

3. Sécurité culturelle

D'aucuns savent que les femmes autochtones sont surreprésentées parmi les victimes de la violence fondée sur le genre. Elles sont cinq fois plus nombreuses à être tuées que les femmes non autochtones. La guérison est plus complète en présence de mesures de soutien adaptées à la culture des victimes. La mentalité coloniale est trop généralisée, c'est pourquoi on doit faire plus de place au savoir autochtone.

On doit reconnaître que le financement des aînés est un élément incontournable du processus de guérison.

4. Financement de base

Les refuges ne sont pas en mesure d'absorber une augmentation de 50 % ou plus de leurs dépenses de fonctionnement. Il faut de trois à sept ans à une femme pour qu'elle se sente en sécurité; en effet, elle doit tisser des liens communautaires, ce qui représente un long processus multidimensionnel. Les refuges dans les réserves reçoivent 30 % moins de fonds que les refuges financés par les provinces.

On a besoin d'un plus grand nombre de maisons d'hébergement soutenues par des ententes de fonctionnement adéquates qui répondent aux besoins en matière de personnel, d'alimentation, d'entretien, de formation, d'aide aux aptitudes à la vie quotidienne, de services d'assistance aux enfants et d'assistance aux victimes de traumatismes.

5. Formation

Il s'agit d'un service essentiel qui doit être offert par des travailleurs qui connaissent bien les principes de la non-violence. Les maisons de transition existantes doivent offrir de la formation à leurs employés afin qu'ils puissent composer avec les problèmes de santé mentale et de toxicomanie et apprendre à mieux servir les femmes. Les refuges d'urgence ont besoin de formations relatives à la violence fondée sur le genre et aux mesures visant à rompre le cycle de la violence. Toutes les formations doivent être adaptées en fonction des traumatismes.

Les organismes ont besoin d'une aide financière pour former leurs employés et être en mesure de servir toutes les femmes, ce qui est préférable à la mise en place de processus parallèles.

Nous vous remercions de prendre le temps d'examiner notre mémoire. Le travail accompli partout au Canada pour lutter contre la violence fondée sur le genre est crucial. En coordonnant nos efforts, en favorisant les partenariats et en comptant sur la détermination des gouvernements fédéral et provinciaux, ensemble on peut faire de grandes avancées dans l'élimination de la violence faite contre toutes les femmes.

Respectueusement,
Victoria Cool Aid Society

ⁱ *Reducing Barriers To Support for Women Fleeing Violence*, Financé par Condition féminine Canada, 2011.